

Huit cents économistes à Lille pour « penser l'économie de demain »

LILLE. Non, la crise financière ne se limite pas à quelques algorithmes que l'on étudie en classe de management. Non, les dogmes de la croissance, du productivisme et de l'austérité budgétaire ne sont pas les seules réponses au développement des pays. Non, la dérégulation des marchés n'est pas l'alpha et l'oméga d'une société mondialisée. Et non, les mathématiques, les statistiques, l'économétrie ne doivent pas être les seules disciplines reines de l'enseignement de l'économie. La sociologie, la géographie, la géopolitique, la philosophie ont aussi leur mot à dire pour pouvoir « penser l'économie de demain ».

Tel est en substance le thème de l'imposant colloque qui s'est achevé hier à Sciences Po Lille, organisé par l'AFEP, Association française d'économie politique, présidée par la Nordiste Florence Jany-Catrice, professeur d'économie à l'Université de Lille.

Près de 800 économistes, chercheuses et chercheurs en sciences sociales venus de 39 pays ont échangé pendant trois jours sur les questions contemporaines d'économie politique. Avec quelques personnalités comme la sociologue Dominique Méda, coauteure de l'ouvrage *Une autre voie est possible*,



Il s'agissait de la plus grande rencontre d'économie pluraliste d'Europe. PH. « LA VOIX »

critique virulente des dérives du libéralisme, ou encore l'économiste André Orléan de l'École des hautes études en sciences sociales et pilier du mouvement des « économistes atterrés ».

« L'AFEP s'est constituée il y a tout juste 10 ans à l'initiative d'économistes critiques à l'égard de l'orientation académique et intellectuelle prise par notre discipline, avec l'hégémonie de l'approche néoclassique (1), explique Florence Jany-Catrice. Nous militons au contraire pour la promotion du pluralisme dans le champ de l'économie académique, pour s'enri-

chir des autres disciplines des sciences sociales. Ce pluralisme académique est aussi une condition pour la démocratie. »

Parce que la crise financière est née des dérives de la dérégulation. Parce que la crise écologique est liée à nos systèmes hyperproductivistes. Parce que la crise des Gilets jaunes vient de plus loin que les seules questions sur les taxes de l'essence, lier l'économique et le social apparaît bien comme légitime. ■ J.-M. PETIT

1. Approche néoclassique : pour les néoclassiques, l'économie est constituée de données chiffrées, de variables, et est donc mathématisable.